

I. CONTEXTE

1. En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259¹, dans laquelle elle a proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) (ci-après «la Décennie de la nutrition»). Cette résolution faisait suite à une recommandation formulée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement en novembre 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à l'issue de laquelle avaient été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition² et le Cadre d'action l'accompagnant³. La Déclaration de Rome sur la nutrition décrit une vision commune de l'action mondiale à mener pour éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la dénutrition, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, et présente 10 engagements de politique générale. Le Cadre d'action comprend 60 recommandations visant à orienter la mise en œuvre effective de ces engagements.
2. La Décennie de la nutrition offre à toutes les parties prenantes une occasion unique de renforcer, dans un délai donné, les efforts déployés conjointement pour mettre en œuvre les engagements et les recommandations issus de la CIN2, ainsi que les objectifs de développement durable (ODD) liés à la nutrition. La réalisation des ODD passera par un renforcement de l'attention politique accordée à l'amélioration de la nutrition, cette dernière étant à la fois un vecteur de développement durable et un objectif y relatif. La Décennie de la nutrition met l'accent sur la nutrition au plus haut niveau politique, en particulier sur les ODD 2 et 3.
3. Son objectif est d'accélérer la mise en œuvre des engagements pris à la CIN2 de réaliser d'ici à 2025 les cibles mondiales en matière de nutrition et les cibles mondiales concernant les maladies non transmissibles liées à l'alimentation et de contribuer à la concrétisation des ODD d'ici à 2030.
4. La Décennie de la nutrition crée un environnement porteur pour tous les pays, quels que soient leur niveau de ressources, la nature de leurs problèmes de malnutrition ou les caractéristiques de leurs systèmes alimentaires et sanitaires, de manière à permettre aux États et aux parties prenantes de prendre des mesures pour élaborer et mettre en œuvre des politiques inclusives destinées à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.
5. L'Assemblée générale des Nations Unies a chargé la FAO et l'OMS: i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM); ii) d'élaborer un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination comme ONU-Nutrition⁴ et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ainsi qu'avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales; et iii) d'établir des rapports biennaux sur l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.
6. Élaboré en 2017, avec le concours des parties prenantes du CSA, le programme de travail de la Décennie de la nutrition s'articule autour de six domaines d'action transversaux et interdépendants, fondés sur les 60 recommandations du Cadre d'action de la CIN2, et s'appuie sur les initiatives des États et de leurs nombreux partenaires⁵.

¹ <https://undocs.org/fr/A/RES/70/259>.

² <http://www.fao.org/3/ml542f/ml542f.pdf>.

³ <http://www.fao.org/3/mm215f/mm215f.pdf>.

⁴ ONU-Nutrition est un mécanisme de coordination et de collaboration entre les institutions des Nations Unies qui intéresse la nutrition aux niveaux mondial et national. Il a été créé en 2020 par la fusion du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition et du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) (www.unnutrition.org/wp-content/uploads/2020-12-04-SG-letter-to-CEB-on-UN-Nutrition-EOSG-2020-065261.pdf).

⁵ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/work_programme_nutrition_decade.pdf (en anglais).

7. La Décennie de la nutrition établit les modalités de participation des pays, notamment les réseaux d'action qui permettent de mutualiser les données d'expérience, de promouvoir une meilleure coordination et de susciter un élan politique pour intensifier l'action mondiale autour de thèmes spécifiques liés à son programme de travail. Elle encourage les États à transposer les engagements mondiaux pris dans le cadre de la CIN2 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sous la forme d'engagements en faveur de la nutrition qui soient spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et limités dans le temps. Différentes enceintes permettent de partager des connaissances, de prendre acte des résultats obtenus, de faire part des difficultés rencontrées et de promouvoir la collaboration en vue d'améliorer la nutrition. Des informations clés sont également disponibles sur le site web de la Décennie de la nutrition⁶.

8. Dans ce troisième rapport biennal sont examinés les progrès réalisés à la lumière des engagements pris au titre de la CIN2 et la mise en œuvre de la Décennie depuis la quarante-sixième session du CSA, et sont abordées à cet égard les principales avancées enregistrées aux niveaux international, régional et national dans les six domaines d'action de la Décennie qui présentent un intérêt pour les travaux du CSA et de ses parties prenantes.

II. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES DOMAINES D'ACTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA DÉCENNIE DE LA NUTRITION

9. Bien que des progrès aient été réalisés au cours de la première moitié de la Décennie de la nutrition, soit de 2016 à 2021, les problèmes de nutrition auxquels les pays se heurtent ne cessent d'évoluer et de s'aggraver. Pour trouver des solutions, les dirigeants doivent faire preuve d'une détermination politique forte et durable. Les avancées enregistrées ces deux dernières années aux niveaux mondial, régional et national dans les six domaines d'action sont notamment les suivantes:

Domaine d'action 1: Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains

- a) Les systèmes alimentaires actuels ne permettent pas de proposer l'alimentation de qualité nécessaire à une santé optimale, exercent une pression sur les ressources naturelles⁷ et le climat de la planète et accélèrent l'appauvrissement de la biodiversité⁸. L'agriculture et la production alimentaire contribuent largement aux émissions de gaz à effet de serre et ces secteurs sont les principaux utilisateurs des terres et de l'eau douce de la planète⁹. Trois milliards de personnes n'ont pas les moyens de se nourrir sainement¹⁰. Les systèmes alimentaires doivent être remaniés de façon à devenir plus résilients et plus durables, afin de fournir les aliments nutritifs nécessaires à une alimentation saine et de protéger ainsi la santé des populations et de la planète, notamment face à la pandémie de covid-19, qui a mis en lumière leur véritable fragilité¹¹;
- b) Dans le cadre de la Décennie de la nutrition, les instances intergouvernementales et scientifiques sont de plus en plus conscientes du rôle essentiel des systèmes alimentaires durables et de la nécessité de travailler dans tous les secteurs et avec de multiples partenaires, en favorisant la cohérence des politiques pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. La thématique de la nutrition tend à évoluer vers une approche plus globale qui la rattache aux systèmes alimentaires, au climat et à la santé. Parmi les processus de haut niveau

⁶ <https://www.un.org/nutrition/fr>.

⁷ <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg15>.

⁸ www.fao.org/3/CA3129EN/CA3129EN.pdf (en anglais).

⁹ www.ipcc.ch/srcel/.

¹⁰ <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB1447FR>; <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR>.

¹¹ <https://foresight.glopan.org/>.

figure le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021¹². Au sein de la communauté scientifique, les liens d'interdépendance entre les différentes formes de malnutrition et les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables ont encore évolué. Ils permettent de déterminer les politiques envisageables dans l'ensemble des systèmes alimentaires afin d'appliquer des mesures «à double usage» destinées à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes¹³. Selon le rapport de 2019 de la Commission Lancet sur l'obésité¹⁴, l'alimentation, les transports et les systèmes urbains sont des facteurs systémiques d'obésité, et les mesures prises dans ces domaines sont autant de solutions pour lutter contre celle-ci;

- c) Le rôle essentiel que joue une approche fondée sur des systèmes alimentaires durables dans l'éradication de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition est également mis en évidence dans le rapport de 2019¹⁵ du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, qui souligne la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs au service de la nutrition, d'améliorer la durabilité en réduisant les pertes alimentaires, de garantir la sécurité sanitaire des aliments et de renforcer la résilience climatique. En outre, l'édition 2020 de ce rapport¹⁶ concerne la transformation profonde des systèmes alimentaires et la manière dont celle-ci peut contribuer à accélérer la réalisation des ODD et à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment pendant la pandémie de covid-19;
- d) En décembre 2019, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 74/244¹⁷ dans laquelle elle a proclamé l'année 2021 «Année internationale des fruits et des légumes». En outre, la résolution 74/209¹⁸, qui consacre le 29 septembre «Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture», a été adoptée en réponse à des demandes formulées par la Conférence de la FAO en 2019 en faveur de modèles de production et de consommation plus durables;
- e) En février 2021, le CSA, à sa quarante-septième session, a approuvé les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition¹⁹, qui sont le fruit d'un vaste processus de consultations et de négociations multipartites et incarnent la contribution du CSA à la Décennie de la nutrition, en aidant les pays et leurs partenaires à mettre en œuvre les recommandations issues de la CIN2. Les Directives ont vocation à faciliter l'élaboration de politiques, de lois, de programmes et de plans d'investissement nationaux coordonnés et multisectoriels afin de permettre la fourniture d'aliments sains et sans danger pour la santé dans le cadre de systèmes alimentaires durables. Elles devraient apporter une contribution précieuse au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires;
- f) Le programme de travail de la Décennie de la nutrition préconise de tenir compte de la sécurité sanitaire des aliments dans les systèmes alimentaires afin d'améliorer la nutrition. En mai 2020, les États membres de l'OMS ont adopté la résolution WHA73.5, par laquelle ils se sont engagés à intensifier les efforts déployés en matière de sécurité sanitaire des aliments, à appliquer l'approche «Une seule santé» dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement et à promouvoir la durabilité et l'accessibilité financière d'aliments nutritifs salubres en quantité suffisante pour tous. Ils ont demandé que l'OMS, en coordination avec la FAO et en consultation avec les États membres et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE),

¹² <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.

¹³ www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2931788-4 ; www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition.

¹⁴ www.worldobesity.org/what-we-do/projects/lancet-commission-on-obesity/lancet-commission-report-on-obesity.

¹⁵ <https://undocs.org/fr/A/74/237>.

¹⁶ <https://undocs.org/fr/A/75/272>.

¹⁷ <https://undocs.org/fr/A/RES/74/244>.

¹⁸ <https://undocs.org/fr/A/RES/74/209>.

¹⁹ www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs2021/Documents/CFS_VGs_Food_Systems_and_Nutrition_Strategy_FR.pdf.

actualise la stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments afin de relever les défis actuels et nouveaux, en intégrant les nouvelles technologies et les stratégies novatrices pour renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments²⁰;

- g) La crise de la covid-19 a souligné combien il était urgent de renforcer l'approche «Une seule santé», en mettant l'accent sur les liens entre la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale, dans le but de promouvoir un relèvement sain et écologique²¹. En 2021, la FAO, l'OIE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'OMS ont créé un nouveau groupe d'experts de haut niveau pour l'approche «Une seule santé» en vue de mieux comprendre comment les maladies susceptibles de déclencher des pandémies surgissaient et se propageaient;

Domaine d'action 2: Systèmes de santé harmonisés qui fournissent une couverture universelle pour les interventions essentielles en matière de nutrition

- h) Comme indiqué dans le programme de travail de la Décennie de la nutrition, des systèmes de santé solides sont nécessaires à la prévention et au traitement de la malnutrition sous toutes ses formes, car ils permettent d'intervenir et de fournir des services dans le domaine de la nutrition sur la base d'éléments concrets, pour tous les âges et en tout lieu; ils sont également nécessaires à la prévention et au traitement des maladies qui peuvent aggraver la dénutrition. Ces systèmes doivent traiter les problèmes sanitaires à long terme que sont à l'origine de l'excès pondéral et de l'obésité, et assurer la prévention des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, ainsi que la lutte contre ces pathologies. La prise en compte de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle est l'un des trois domaines essentiels du Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021²², qui se tiendra en décembre 2021. De nouveaux engagements financiers et politiques devraient ouvrir la voie à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition;
- i) Les perturbations des systèmes de santé, comme celles observées lors de la pandémie de covid-19, exacerbent la malnutrition sous toutes ses formes du fait de leur impact sur la mise en œuvre des interventions essentielles en matière de santé et de nutrition. Le renforcement des mesures prises par les systèmes de santé en matière de soins nutritionnels doit garantir la continuité des services de nutrition, en particulier la détection précoce et la gestion à l'échelle locale de programmes liés à l'émaciation, à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et à la nutrition maternelle, tout en appliquant des mesures adéquates pour prévenir la transmission de la covid-19 et en préservant la confiance de la population à l'égard des systèmes de santé nationaux²³;
- j) Dans la déclaration²⁴ issue de la réunion des ministres de la santé du G20 (Okayama, octobre 2019), qui fait spécifiquement référence à la Décennie de la nutrition, ces derniers se sont engagés à accélérer les efforts déployés pour améliorer la nutrition et lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Par le truchement de la Déclaration de Rome²⁵, présentée lors du Sommet mondial sur la santé (Rome, mai 2021), les dirigeants des pays du G20 et d'autres États se sont engagés à promouvoir la santé et à se pencher sur ses déterminants sociaux, notamment en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition, dans le cadre des initiatives visant à renforcer la résilience globale face aux futures crises sanitaires;

²⁰ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA73/A73_R5-fr.pdf.

²¹ www.who.int/publications/i/item/who-manifesto-healthy-recovery-covid19.

²² <https://nutritionforgrowth.org/events/>.

²³ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf;

https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/334358/WHO-2019-nCoV-essential_health_services-2020.2-fre.pdf.

²⁴ www.g20.utoronto.ca/2019/G20Okayama_HM_EN.pdf (en anglais).

²⁵ www.g20.utoronto.ca/2021/210521-rome-declaration.html (en anglais).

- k) Le premier Plan mondial de lutte contre l'émaciation chez les enfants, publié en mars 2020 et élaboré par la FAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF, le PAM et l'OMS, avec le concours d'autres parties prenantes clés, comprend un cadre permettant d'accélérer les progrès en matière de prévention et de gestion de l'émaciation de l'enfant et d'atteindre la cible des ODD y relative. Six pays ont parachevé leurs feuilles de route opérationnelles relatives au Plan mondial de lutte et 16 autres y travaillent actuellement²⁶. Il est possible de mobiliser un soutien supplémentaire en présentant ces feuilles de route opérationnelles comme des initiatives approuvées au niveau national, qui offrent une possibilité de changer la donne et d'intensifier les interventions efficaces en matière de nutrition, dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021;

Domaine d'action 3: Protection sociale et éducation nutritionnelle

- l) Les programmes de protection sociale, de santé et de nutrition en milieu scolaire peuvent agir sur deux plans: la dénutrition, d'une part, et l'excès pondéral et l'obésité, d'autre part²⁷. Un examen approfondi de la législation, des normes et des directives relatives à l'alimentation scolaire en vigueur dans 77 États Membres a révélé que celles-ci se fondaient sur des critères alimentaires ou nutritionnels, notamment en promouvant les fruits, les légumes et l'eau potable, ainsi que sur des recommandations visant à décourager la consommation de boissons gazeuses ou non gazeuses²⁸. Le PAM a estimé que 370 millions d'enfants avaient été privés de repas scolaires en raison des fermetures d'établissements liées à la covid-19²⁹;
- m) La pandémie de covid-19 a réduit la qualité des apports nutritionnels dans de nombreux pays en raison des pertes de revenus consécutives à la pandémie et de l'effondrement des marchés alimentaires résultant des chocs liés à la demande et des difficultés d'approvisionnement. Compte tenu des effets socioéconomiques de cette pandémie, nombreuses sont les personnes qui dépendront des systèmes de protection sociale pendant toute la durée de la crise actuelle, voire après. Il est nécessaire de renforcer les systèmes de protection sociale en matière de nutrition³⁰;
- n) Dans son rapport de 2020, intitulé «A future for the world's children» (un avenir pour les enfants du monde), la Commission OMS-UNICEF-Lancet examine les moyens par lesquels les États, les professionnels de la santé et la société peuvent accélérer les progrès en matière de stratégies destinées à promouvoir la santé et le bien-être des enfants. Elle préconise un renforcement du financement public des services, la prestation efficace desdits services et une protection sociale équitable pour atteindre les ODD³¹;
- o) La treizième conférence consacrée aux politiques de lutte contre la faim, organisée en juin 2021 à Berlin par le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de l'Allemagne, a débouché sur des recommandations spécifiques relatives à la manière d'utiliser au mieux la restauration scolaire pour contribuer à l'éradication de la faim et de la malnutrition, lesquelles ont lancé un appel capital au renforcement de la coopération mondiale à cet égard³²;

²⁶ www.childwasting.org/; www.childwasting.org/the-gap-framework.

²⁷ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255414/WHO-NMH-NHD-17.2-eng.pdf> (en anglais).

²⁸ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB148/B148_7-fr.pdf.

²⁹ <https://fr.wfp.org/cantines-scolaires>.

³⁰ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf (en anglais); <http://www.fao.org/3/cb5409fr/cb5409fr.pdf>.

³¹ www.unicef.org/mexico/media/2916/file/Child%20health.pdf.

³² www.policies-against-hunger.de/en/ (en anglais).

Domaine d'action 4: Commerce et investissements en faveur d'une nutrition améliorée

- p) Le commerce a le potentiel d'élargir les choix des consommateurs et de contribuer à une alimentation saine, notamment en faisant en sorte que des quantités suffisantes d'aliments divers et nutritifs soient disponibles toute l'année. Les importations peuvent permettre d'obtenir des aliments nutritifs peu transformés ayant une durée de conservation plus longue, ce qui peut contribuer à compenser la pénurie saisonnière d'aliments périssables. Le commerce peut également contribuer à améliorer les résultats en matière de nutrition en soutenant les moyens d'existence et la création de revenus pour les personnes qui travaillent dans le système alimentaire, en particulier celles qui participent à la production alimentaire primaire. Certaines chaînes de valeur mondiales et certains secteurs agroalimentaires fournissent à l'heure actuelle des produits alimentaires à forte teneur en graisses, en sucres et/ou en sel, substances que l'on sait mauvaises pour la santé. La mondialisation accrue de l'approvisionnement alimentaire augmente l'exposition à divers risques alimentaires. Selon le programme de travail de la Décennie de la nutrition, les politiques et les accords commerciaux doivent favoriser la mise en œuvre des politiques et des programmes nutritionnels et il est important qu'ils n'aient pas d'incidence négative sur le droit à une alimentation adéquate dans d'autres pays;
- q) Dans son rapport de 2021, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition énonce les avantages de l'harmonisation des politiques commerciales, l'objectif étant une alimentation saine pour tous grâce à des systèmes alimentaires durables. La note de synthèse fournit des orientations et indique pourquoi les décideurs devraient attacher davantage de valeur aux instruments commerciaux dans le cadre de leur arsenal de mesures en matière de nutrition³³;
- r) Selon le rapport de 2021 sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, l'amélioration des normes commerciales axées sur la nutrition figure parmi les principaux domaines d'action permettant de renforcer les environnements alimentaires afin de promouvoir des modèles alimentaires sains et positifs pour l'environnement³⁴;
- s) L'investissement accéléré devrait être un pilier des interventions menées face à la covid-19 car il permet de produire un effet immédiat pour ce qui est de pérenniser et d'améliorer les moyens d'existence, tout en préparant le rétablissement des systèmes alimentaires de sorte que ceux-ci deviennent plus inclusifs, plus durables du point de vue écologique et plus résilients³⁵;

Domaine d'action 5: Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges

- t) La pandémie de covid-19 a de nouveau mis en lumière la nécessité de se doter de politiques et de programmes qui permettent de créer des environnements sûrs et favorables à la nutrition à tout âge. La fermeture des établissements scolaires, la diminution ou la suspension de la promotion de l'allaitement maternel et des activités de conseil en matière de nutrition, ainsi que la modification des habitudes d'achat en faveur de produits de moins bonne qualité nutritionnelle, sont autant de conséquences avérées de la pandémie³⁶;
- u) À ce jour, 189 pays ont inscrit dans leurs politiques et leurs stratégies nationales des mesures visant à promouvoir des environnements alimentaires favorables à une alimentation saine. Les politiques d'information de la population, qu'elles prennent la forme d'activités de conseil ou de campagnes médiatiques, sont plus répandues (181 pays) que celles qui visent à modifier l'environnement alimentaire (156 pays). Sur les 120 pays disposant d'une réglementation en matière d'étiquetage nutritionnel, 78 ont mis en place une déclaration nutritionnelle pour

³³ www.glopan.org/trade (en anglais).

³⁴ <https://doi.org/10.4060/cb4474en> (en anglais).

³⁵ www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf (en anglais).

³⁶ <http://www.fao.org/3/cb4474en/cb4474en.pdf> (en anglais) <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR>.

toutes les denrées alimentaires préemballées. En outre, 76 pays ont instauré des taxes sur les boissons sucrées³⁷ et 57 ont mis en œuvre des politiques visant à limiter la présence d'acides gras trans dans l'alimentation. Si cette initiative porte ses fruits, 3,2 milliards de personnes seront à l'abri de ces substances nocives d'ici à la fin de 2021³⁸;

- v) La question des environnements alimentaires dans le contexte des programmes alimentaires urbains des pays à revenu élevé et des pays à revenu intermédiaire a été abordée lors du cinquième rendez-vous annuel et sommet des maires du Pacte de Milan sur la politique alimentaire et urbaine (Montpellier, octobre 2019), qui a mis en évidence l'idée que fournir des aliments sains était une stratégie majeure pour relever les défis nutritionnels dans les milieux urbains³⁹;
- w) Le mois de mai 2021 a marqué le quarantième anniversaire de l'adoption du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel⁴⁰. À ce jour, la plupart des pays (70 pour cent) ont adopté une législation visant à mettre en œuvre au moins certaines dispositions du code. Malheureusement, seuls 25 pays ont mis en œuvre des mesures véritablement alignées sur le Code⁴¹;

Domaine d'action 6: Gouvernance et obligation de rendre des comptes renforcées dans le domaine de la nutrition

- x) Le programme de travail de la Décennie de la nutrition souligne la responsabilité des États dans la promotion du dialogue et de l'engagement politiques. Les mécanismes de gouvernance doivent être transparents, responsables et propices à la pleine participation de toutes les parties prenantes. Les partenariats et les plateformes visant à promouvoir la collaboration devraient considérer les conclusions de la CIN2, les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé et le Programme 2030 comme des références essentielles fournissant des normes communes;
- y) La pandémie de covid-19 met à l'épreuve les systèmes de santé, d'alimentation, d'éducation et de protection sociale dans le monde entier, et les progrès déjà réalisés dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes doivent être préservés grâce à un renforcement et à un ciblage précis de l'aide publique au développement et à l'affectation de ressources nationales à l'appui de la nutrition⁴²;
- z) À ce jour, la plupart des pays ont souscrit aux objectifs mondiaux en matière de nutrition à l'horizon 2025, qui concernent le retard de croissance (118 pays), l'anémie chez les femmes (104 pays), l'insuffisance pondérale à la naissance (119 pays), l'excès pondéral chez les enfants (138 pays), l'allaitement maternel exclusif (130 pays) et l'émaciation des enfants (112 pays)⁴³. Il faut renforcer les mécanismes de suivi des progrès accomplis aux fins de la concrétisation des cibles nationales. Les systèmes d'information et de données sur la nutrition servent de base à la mise en place d'initiatives en faveur de la nutrition;
- aa) En mars 2021, l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale ont publié les nouvelles estimations mondiales annuelles concernant le retard de croissance, l'excès pondéral et l'émaciation chez les enfants, qui viennent remplacer les anciennes analyses publiées par le groupe chargé des estimations conjointes sur la malnutrition chez les enfants (JME)⁴⁴. Les auteurs des éditions

³⁷ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais).

³⁸ <https://www.who.int/fr/teams/nutrition-and-food-safety/replace-trans-fat>.

³⁹ www.milanurbanfoodpolicypact.org/global-forum/montpellier-2019/ (en anglais).

⁴⁰ <https://www.who.int/fr/news/item/21-05-2021-WHO-UNICEF-statement-on-the-40th-anniversary-of-the-international-code-of-marketing-breastmilk-substitutes>.

⁴¹ www.who.int/publications/i/item/9789240006010 (en anglais).

⁴² www.fao.org/3/cb4474en/cb4474en.pdf (en anglais).

⁴³ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en> (en anglais).

⁴⁴ www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb?id=402 (en anglais).

2020⁴⁵ et 2021⁴⁶ du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, ainsi que du Rapport mondial sur la nutrition de 2020⁴⁷, ont utilisé, analysé et commenté les données mondiales sur la faim et la malnutrition, éclairant ainsi le suivi des cibles des ODD liées à la nutrition et les politiques;

- bb) Le deuxième rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 avril 2020⁴⁸;
- cc) En décembre 2020, la FAO a organisé un séminaire en ligne pour faire le point sur la contribution que l'Organisation a apportée à la nutrition dans le monde depuis sa création, avec pour mandat «l'amélioration de la nutrition»⁴⁹.

III. RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES, MOTIVÉ PAR LA DÉCENNIE DE LA NUTRITION

Engagements pris par les États

10. Les engagements des pays sont cruciaux pour la Décennie de la nutrition en ce qu'ils permettent de faire fond sur l'élaboration des politiques, les investissements et les interventions de terrain. Aucun engagement formel supplémentaire n'a été soumis au Secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie au cours de la période visée par le présent rapport.

11. Le Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021 sera l'occasion de faire le bilan et de prendre de nouveaux engagements financiers et politiques à mi-parcours de la Décennie. Il réunira les pays, les donateurs et les partenaires. Il s'agira d'illustrer les progrès accomplis et de présenter des engagements clairs en faveur des objectifs mondiaux en matière de nutrition et des ODD.

12. Les engagements de haut niveau pris par les États au Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021 et au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, ainsi que dans le cadre d'autres plateformes existantes, pour donner suite aux recommandations formulées lors de la CIN2 pourront être soumis au Secrétariat de la Décennie pour être versés aux archives⁵⁰.

Réseaux d'action dirigés par les pays

13. Conduits et coordonnés par un ou plusieurs pays, ces réseaux d'action permettent aux pays d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques, de mettre en évidence des exemples de réussite et de difficulté et de s'aider mutuellement afin de progresser plus rapidement dans l'amélioration des systèmes alimentaires, des régimes alimentaires et de la nutrition pour tous, au moyen de politiques et de lois.

14. En octobre 2019, l'Allemagne a annoncé son intention de former un réseau de pairs pour favoriser une restauration scolaire saine et durable en soutenant l'échange d'experts entre gouvernements. Ce réseau, qui est actuellement en cours de développement, sera intégré à la Coalition pour l'alimentation scolaire, entité multipartite mise en place au cours du processus préparatoire du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

⁴⁵ www.fao.org/publications/card/fr/c/CA9692FR.

⁴⁶ www.fao.org/3/cb4474en/cb4474en.pdf (en anglais).

⁴⁷ <https://globalnutritionreport.org/reports/2020-global-nutrition-report/> (en anglais).

⁴⁸ <https://undocs.org/fr/A/74/794>.

⁴⁹ <http://www.fao.org/webcast/home/fr/item/5447/icode/>.

⁵⁰ www.un.org/nutrition/commitments/database (en anglais).

15. Le Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dirigé par la Norvège, a organisé un atelier en septembre 2020 pour réfléchir au plan d'action et examiner un «outil d'acquisition et de partage» de connaissances⁵¹. En 2021, il a également organisé trois dialogues indépendants dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires durables, consacrés au rôle des aliments aquatiques⁵².

16. Le réseau mondial d'action sur l'étiquetage nutritionnel, dirigé par la France, l'Australie et le Chili, a partagé ses données d'expérience lors de deux webinaires organisés en 2020. Le premier portait sur l'évaluation du système de classement des produits par nombre d'étoiles en fonction de critères de santé⁵³, adopté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tandis que le second donnait un aperçu du système consistant à apposer un avertissement sur le devant des emballages de produits alimentaires au Chili⁵⁴.

17. Le réseau d'action régional des Amériques pour une alimentation scolaire durable, dirigé par le Brésil, a organisé deux réunions en ligne en 2020⁵⁵ en vue de mettre en commun les données d'expérience relatives à l'impact de la pandémie de covid-19 sur les programmes d'alimentation scolaire. En outre, un débat en visioconférence a été organisé en février 2021⁵⁶, au cours duquel le Pérou, le Brésil, la Colombie et El Salvador ont fait part de leur expérience en matière de programmes d'alimentation scolaire, puis un dialogue en ligne s'est tenu en avril 2021⁵⁷ sur le gaspillage alimentaire dans les écoles.

Contributions d'acteurs non étatiques

18. CARE s'est engagé à soutenir la Décennie de la nutrition (septembre 2019⁵⁸) à l'aide d'un modèle intégré intitulé «Impact collectif pour la nutrition (CI4N)⁵⁹», mis au point grâce à dix ans de programmation dans plusieurs pays, sur la base des interventions Lancet Nutrition lancées en 2013⁶⁰. Par exemple, dans le cadre de ce programme, le Bangladesh a réduit le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire de 1,5 million, en augmentant le nombre de ménages qui cultivent des légumes et en accroissant la diversité alimentaire de ces derniers. Le Népal a fait baisser le nombre de personnes en proie à l'insécurité alimentaire de près de 1,2 million grâce à des services de santé et de nutrition qui ciblent les adolescents, en s'attaquant à l'anémie et en favorisant la diversité alimentaire. En collaboration avec le Graça Machel Trust, une deuxième analyse budgétaire régionale sur la nutrition a été élaborée pour l'Afrique australe et orientale. Elle concerne les engagements et les décaissements des États en matière de nutrition et souligne combien il est essentiel d'atteindre les objectifs y relatifs et de planifier le développement en tenant compte de cette question.

19. Le groupe de la société civile chargé des questions de nutrition a facilité la coordination et la collaboration de la société civile dans le cadre de la Décennie de la nutrition et de la suite donnée à la CIN2, en partageant des informations sur les recherches, les politiques et les initiatives liées à la nutrition, en organisant des dialogues et en encourageant la participation effective et la mobilisation des personnes les plus touchées par la faim et la malnutrition aux fins de la refonte des politiques de nutrition. Cette initiative s'est principalement déroulée dans le cadre du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) du CSA. Au cours de la période couverte par le présent rapport, le

⁵¹ <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/meetings-and-events/online-workshop-september-2020/> (en anglais).

⁵² <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/meetings-and-events/webinar-30april-2021/> (en anglais);

<https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/meetings-and-events/webinar-20-may/> (en anglais);

<https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/meetings-and-events/webinar-25june2021/> (en anglais).

⁵³ www.youtube.com/watch?v=J_5ZhsriDEo&t=41s.

⁵⁴ www.youtube.com/watch?v=E0M-OQJTw0&ab_channel=UNNutrition.

⁵⁵ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1270658/ (en espagnol);

www.fao.org/americas/noticias/ver/en/c/1272319/ (en espagnol).

⁵⁶ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/1373367/ (en espagnol).

⁵⁷ www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/eventos/ver/en/?uid=1394300 (en espagnol).

⁵⁸ www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1994 (en anglais).

⁵⁹ <https://www.care.org/fit/our-work/food-and-nutrition/nutrition/collective-impact-for-nutrition/>.

⁶⁰ www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition (en anglais).

groupe de la société civile chargé des questions de nutrition s'est concentré sur les processus de convergence des politiques du CSA concernant les «systèmes alimentaires et la nutrition» et les «approches agroécologiques et autres approches novatrices». En particulier, le MSC a participé activement aux négociations relatives aux Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition du CSA, fermement convaincu que l'élaboration de ce document serait capitale pour faire face à la crise écologique, climatique, judiciaire, sanitaire, nutritionnelle et alimentaire à laquelle l'humanité est confrontée. Pendant la pandémie de covid-19, le MSC a également publié les données d'expérience et les préoccupations émanant des groupes qui le constituent et des populations du monde entier, ainsi que des rapports consacrés aux femmes et aux jeunes⁶¹.

20. Depuis qu'il s'est engagé à soutenir la Décennie de la nutrition en février 2019, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition a tenu sa promesse en organisant des tables rondes de haut niveau au Pakistan, au Ghana, au Népal et en Éthiopie. Ces tables rondes ont réuni des décideurs de différents secteurs du système alimentaire afin de les mobiliser autour du domaine d'action 1 de la Décennie. Elles leur ont permis de réfléchir aux mesures à prendre pour faire en sorte que les systèmes alimentaires soient durables et résilients et qu'ils fournissent des aliments sains pour tous. Pendant cette période, le Groupe a également continué de produire et de fournir des données concrètes sous la forme de quatre notes techniques et politiques factuelles et d'un deuxième rapport de prospective, afin d'encourager et d'aider les gouvernements des pays à revenu faible et des pays à revenu intermédiaire dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques alimentaires et nutritionnelles⁶².

21. La Plateforme mondiale des produits laitiers lance de nouveaux projets et/ou affine des projets existants qui intéressent la santé et l'environnement au niveau mondial. Le programme Dairy Nourishes Africa (DNA) (les produits laitiers nourrissent l'Afrique) a aidé les producteurs laitiers de Tanzanie à rendre leurs activités plus productives et plus rentables, même pendant la pandémie de covid-19. L'initiative Net Zero Pathways to Low-Carbon Dairy (NZP) (vers des systèmes laitiers à faible émission de carbone) vise à trouver des moyens de mettre en place des systèmes laitiers à faible émission de carbone en tenant compte de la diversité des systèmes laitiers dans le monde et de leur contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ainsi qu'aux moyens d'existence et aux économies du monde entier⁶³.

22. HarvestPlus s'est engagé en faveur de la Décennie en février 2018. En 2020, on estimait à 9,7 millions le nombre de ménages cultivant des végétaux biofortifiés dans le monde, ce qui signifie que les membres de ces ménages, soit près de 50 millions de personnes, bénéficieront de ces cultures. Le rapport annuel HarvestPlus de 2020 résume les progrès accomplis et la manière dont les partenaires de HarvestPlus se sont tournés vers les interventions face aux crises dans le contexte de la pandémie de covid-19⁶⁴. La fortification des céréales a été instaurée et réglementée dans 87 pays au niveau mondial⁶⁵ et 24 pays à faible revenu ont inclus la biofortification dans un ensemble de politiques et de programmes⁶⁶. Au total, 240 variétés biofortifiées, nutritives, intelligentes face au climat et à haut rendement ont été homologuées dans 30 pays⁶⁷. Ces variétés ont été développées conjointement par HarvestPlus, les centres de sélection du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et les services nationaux de recherche agricole (SNRA), en consultation et en collaboration étroites avec les agriculteurs et les populations qui produisent et consomment ces végétaux de base. Harvestplus coordonne un pôle de connaissances sur les interventions en matière de biofortification.

⁶¹ www.csm4cfs.org/policy-processes/global-policy-response-to-covid-19/.

⁶² www.glopan.org/.

⁶³ www.dairyindustries.com/news/36953/gdp-announces-net-zero-initiative/.

⁶⁴ www.harvestplus.org/knowledge-market/in-the-news/responding-crisis-building-resilience-2020-harvestplus-annual-report (en anglais).

⁶⁵ <https://www.ffinetwork.org/globalprogress> (en anglais).

⁶⁶ www.harvestplus.org/.

⁶⁷ www.harvestplus.org/content/biofortified-crop-map-what-available-where (en anglais).

23. Depuis son engagement officiel en faveur de la Décennie de la nutrition, en octobre 2019⁶⁸, l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) a poursuivi ses recherches sur le rôle des systèmes de production animale et des aliments d'origine animale dans les régimes alimentaires sains des pays à revenu faible et des pays à revenu intermédiaire, en abordant les domaines d'action du programme de travail de la Décennie. Il a notamment effectué des travaux de recherche sur l'approche «Une seule santé»⁶⁹, qui comprennent la détection, la prévention des zoonoses et la lutte contre ces pathologies, les maladies d'origine alimentaire sur les marchés informels et les solutions permettant de réduire la résistance aux antimicrobiens dans les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire. Il convient d'associer les recherches visant à améliorer la productivité des poulets (Éthiopie, Tanzanie et Nigéria)⁷⁰ ou des bovins laitiers (Kenya, Rwanda)⁷¹ à une sensibilisation à la nutrition et à l'hygiène. La collaboration avec les autorités des comtés du Kenya a permis d'augmenter les investissements dans le domaine de la nutrition, notamment en allouant des budgets aux agents sanitaires bénévoles à l'échelle locale pour qu'ils diffusent des informations sur la nutrition dans les ménages.

24. Les membres de l'Alliance internationale des produits alimentaires et des boissons (IFBA) s'efforcent d'améliorer le contenu nutritionnel de leurs aliments et de leurs boissons. En mai 2019, l'IFBA s'est engagée à s'aligner sur l'objectif de l'OMS visant à éliminer les acides gras trans produits industriellement de l'offre alimentaire mondiale d'ici à 2023. En mai 2021, la plupart des membres de l'IFBA ont déclaré avoir atteint cet objectif. L'IFBA a rejoint le Réseau du secteur privé du Mouvement SUN pour entreprendre des études pilotes financées par Resolve to Save Lives et a fourni une assistance technique aux fabricants locaux dans deux pays (Nigéria et Pakistan) pour éliminer progressivement les acides gras trans produits industriellement. Afin de contribuer à la réduction du sodium dans l'alimentation, les membres de l'IFBA ont investi dans des enquêtes sur les perceptions des consommateurs afin d'étudier des approches innovantes en la matière. Ils ont en outre reformulé des produits de sorte qu'ils contiennent moins de sucre ajouté et ont mis au point des édulcorants. L'IFBA a adopté un ensemble de principes pour une approche globale de l'étiquetage nutritionnel basé sur des données factuelles, devant être conformes aux réglementations et orientations nationales et, en l'absence de telles réglementations et orientations, aux normes du Codex Alimentarius. En 2020, l'IFBA a adopté une politique mondiale sur les communications commerciales à l'intention des enfants, en s'engageant à ne faire aucune publicité pour les aliments et les boissons destinés aux enfants de moins de 12 ans ou à ne faire de la publicité que pour des produits qui répondent à des normes nutritionnelles spécifiques.

25. Le Mécanisme du secteur privé (MSP) du CSA est une plateforme ouverte qui offre un siège permanent aux entreprises privées de toute la chaîne de valeur agroalimentaire et sert de point de convergence aux entreprises du monde entier. Pendant la période couverte par le présent rapport, le MSP a participé activement au processus de convergence des politiques du CSA qui a abouti aux Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition et a été étroitement associé à toutes les réunions du CSA sur la nutrition. Une fois les Directives approuvées, le MSP s'est engagé à promouvoir leur application au cours du dernier trimestre de 2021. Lors du processus de préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le MSP s'est engagé sur toutes les pistes d'action du Sommet relatives à la nutrition, dans le but de promouvoir l'intégration des mesures faisant suite aux Directives dans les conclusions du Sommet.

26. En 2020-2021, le Mouvement SUN a accueilli le Timor-Leste et l'Équateur, et compte désormais 63 pays et quatre États indiens. Pendant la période couverte par le présent rapport, il a contribué à la mise en œuvre de mesures dans tous les domaines d'action du programme de travail de la Décennie de la nutrition⁷². Malgré les conséquences de la pandémie de covid-19 sur les priorités en matière de politique et de financement, il a continué de veiller à ce que la nutrition reste une grande

⁶⁸ www.unscn.org/en/topics/un-decade-of-action-on-nutrition?idnews=1998 (en anglais).

⁶⁹ www.ilri.org/one-health (en anglais).

⁷⁰ www.ilri.org/research/projects/agriculture-nutrition-ethiopia-project (en anglais).

⁷¹ www.ilri.org/news/diversification-diets-community-led-solution-improves-nutritional-outcomes-kenya's-pastoral (en anglais); www.ilri.org/news/social-and-behaviour-change-improves-milk-consumption-rwanda's-children (en anglais).

⁷² <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/sun-movement-annual-progress-report/> (en anglais).

priorité au niveau mondial. En 2020, il a joué un rôle majeur dans les actions de promotion, de communication et de mobilisation en vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021, dans la promotion de l'Année d'action sur la nutrition⁷³ et lors de l'Assemblée mondiale de la Santé et des consultations relatives aux Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition du CSA. Il a encouragé l'application du principe de responsabilité à l'égard des résultats obtenus en matière de nutrition, au moyen de l'évaluation annuelle conjointe et du suivi des affectations de fonds publics⁷⁴. En outre, la Stratégie SUN 3.0 (2021-2025) a été lancée. Elle est axée sur la transparence, l'ouverture et l'inclusion tout en répondant à la nécessité urgente d'aider plus activement la communauté de la nutrition à évoluer dans le nouvel environnement créé par la covid-19. Le Mouvement SUN est soutenu par un réseau de la société civile (CSN), un réseau du secteur privé (SBN), un réseau de donateurs (SDN) et le réseau ONU-Nutrition:

- a) Le réseau de la société civile du Mouvement SUN est présent dans 53 pays. Il représente plus de 4 000 organisations aux niveaux local, national et international, dont la plupart font partie d'alliances de la société civile au niveau national, et ces organisations sont réparties en quatre groupes régionaux. En 2019, 42 pays membres du Mouvement SUN avaient élaboré des plans chiffrés pluriannuels dans le domaine de la nutrition. Le CSA a largement aidé plus de 50 pour cent d'entre eux à formuler ces plans. Le programme Youth Leaders for Nutrition (YL4N) (chefs de file de la jeunesse au service de la nutrition) donne aujourd'hui à 13 jeunes les moyens de militer en faveur de la nutrition dans leur pays. En 2020, les quatre groupes régionaux ont tenu des réunions, qui ont permis au CSA de rendre hommage aux grandes initiatives régionales, notamment la campagne #nutritioncantwait en Asie, le rapport d'analyse budgétaire sur l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, les travaux sur la participation des parlementaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et le programme pilote innovant d'apprentissage en ligne en Amérique latine et aux Caraïbes, et d'en tirer des enseignements;
- b) Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN, coanimé par l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et le PAM, a aidé 44 pays à mobiliser les entreprises en faveur de la nutrition. La plateforme s'est développée et compte désormais plus de 1 000 entreprises membres, dont 25 membres internationaux. Cette croissance a été rendue possible par la mobilisation de partenariats existants et de nouveaux partenariats avec des États, des sociétés multinationales, des donateurs et le Mouvement SUN dans son ensemble, afin de soutenir des initiatives clés, notamment le renforcement de la résilience des petites et moyennes entreprises (PME) en vue du relèvement après la pandémie de covid-19. En 2020, le réseau du secteur privé du Mouvement SUN a organisé un concours d'idées sur internet auquel 500 PME d'Afrique et d'Asie ont participé. Vingt et un finalistes ont été sélectionnés pour recevoir une aide au développement de leur activité et concourir pour tenter d'obtenir une assistance technique et des récompenses en espèces;
- c) Le réseau de donateurs du Mouvement SUN rassemble des donateurs bilatéraux, des donateurs publics multilatéraux, des banques de développement et des fondations privées. Il a contribué à améliorer l'application du principe de responsabilité concernant le financement de l'action en faveur de la nutrition et s'est de nouveau engagé à améliorer la coordination, le partage de connaissances et l'apprentissage entre les membres du réseau de donateurs aux niveaux mondial et national, ainsi qu'à œuvrer pour que les responsables mondiaux prennent des mesures fortes, efficaces et cohérentes en matière de nutrition en menant des activités de promotion alignées et stratégiques.

⁷³ <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/nutrition-year-of-action/> (en anglais).

⁷⁴ <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/monitoring-evaluation-accountability-and-learning-meal/joint-assessment-exercise/> (en anglais).

27. Dans le cadre de la priorité mondiale de WaterAid intitulée «Healthy Start»⁷⁵, neuf équipes de pays ont travaillé en partenariat avec les gouvernements nationaux et d'autres acteurs pour promouvoir une plus grande intégration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) dans les politiques nationales de nutrition⁷⁶, et pour piloter des programmes intégrés WASH-nutrition (par exemple au Malawi). Pour donner suite à cette initiative, plusieurs pays, dont le Cambodge et Madagascar, ont érigé le programme WASH au rang de priorité dans leurs politiques et leurs plans nationaux de nutrition. Au niveau mondial, WaterAid a continué à plaider pour une plus grande coordination de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que de la nutrition au sein des coalitions pour la nutrition qui ciblent les gouvernements donateurs et des processus mondiaux liés à l'élaboration des politiques. En janvier 2021, WaterAid a soutenu un événement majeur de la Commission européenne intitulé «Water and Beyond: EU transformative approaches for international partnerships» (l'eau et au-delà: approches porteuses de transformation mises en place par l'Union européenne service des partenariats internationaux)⁷⁷. En outre, WaterAid a activement contribué au partenariat SUN-Sanitation and Water for All (SWA), en rassemblant des éléments concrets sur les actions efficaces et en élaborant des études de cas nationales. Les conclusions ont été présentées au cours d'un atelier lors du rassemblement mondial du Mouvement SUN, organisé en novembre 2019, et publiées dans un rapport⁷⁸.

Contributions des organismes du système des Nations Unies

28. À l'issue d'un processus consultatif approfondi de deux ans, la Stratégie et la Vision relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition (Stratégie en matière de nutrition) ont été approuvées lors de la cent soixante-sixième session du Conseil de la FAO, en 2021⁷⁹. Ce document institutionnel vise à guider et à soutenir l'Organisation dans la réalisation de sa mission qui consiste à améliorer la nutrition. La vision de la FAO concernant la nutrition est celle d'un monde où chacun peut se nourrir sainement grâce à des systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients. La mission de l'Organisation est de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes en accélérant les politiques et les actions ayant un impact sur l'ensemble des systèmes agroalimentaires afin de permettre à chacun de se nourrir sainement. Pour ce qui est de la suite donnée à la CIN2, l'appui que la FAO a apporté aux pays en 2020 a principalement porté sur des questions liées à la sécurité sanitaire des aliments, à la gouvernance et aux mécanismes de coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition, aux systèmes alimentaires au service de la nutrition, aux environnements alimentaires, à la création de revenus et à l'emploi rural décent, aux politiques de nutrition et à l'éducation nutritionnelle. La FAO a également aidé 35 pays à élaborer ou à réviser leurs recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments et 30 pays à élaborer des programmes alimentaires et nutritionnels pour les écoles.

29. L'OMS a publié des produits normatifs pour aider les pays à mettre en œuvre les engagements pris lors de la CIN2, notamment une boîte à outils destinée aux prestataires de soins pour la mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés, une foire aux questions sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, des directives actualisées sur la supplémentation en micronutriments à base de vitamine D et en micronutriments multiples dans le cadre des soins prénatals pour que la grossesse soit une expérience positive et des directives sur la teneur en protéines laitières des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère. L'OMS a également mis à disposition de nouveaux outils pour aider les pays à reformuler des aliments de sorte qu'ils puissent participer d'une alimentation saine, notamment pour réduire la teneur en sodium et éliminer les acides gras trans produits industriellement, grâce à des normes mondiales de

⁷⁵ <https://washmatters.wateraid.org/healthy-start> (en anglais).

⁷⁶ Les équipes de WaterAid au Cambodge, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, au Népal, au Niger, au Pakistan, au Timor-Leste et en Zambie.

⁷⁷ https://europa.eu/capacity4dev/public-water_and_sanitation/discussions/key-takeaway-points-waterandbeyond-high-level-event (en anglais).

⁷⁸ https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoo256/files/integrating-wash-and-nutrition-in-practice-what-works-what-doesnt_0.pdf (en anglais); https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoo256/files/integration-aepa-nutrition-en-pratique--ce-qui-fonctionne-ce-qui-ne-fonctionne-pas_0.pdf; <https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxoo256/files/practical-pathways-to-integrate-nutrition-and-water-sanitation-and-hygiene.pdf> (en anglais).

⁷⁹ <http://www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf>.

référence pour le sodium et à un protocole mondial de laboratoire relatif à la mesure du taux d'acides gras contenus dans les aliments. L'OMS a par ailleurs lancé un cadre d'action sur les politiques publiques d'achats et de services alimentaires, qui oriente l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de ce type pour garantir une alimentation saine. En outre, l'OMS a suivi en permanence les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et dans la mise en œuvre des politiques nutritionnelles par la publication des JME et de la base de données mondiale sur la mise en œuvre des mesures prises en matière de nutrition, qui contient des informations sur 201 pays et territoires.

30. Le programme de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la nutrition renforce les capacités des pays s'agissant de combattre la malnutrition sous toutes ses formes et tout au long de la vie, en favorisant l'utilisation de techniques nucléaires précises (y compris les isotopes stables) dans les évaluations nutritionnelles. En octobre 2020, l'AIEA a organisé une réunion sur la corrélation entre les systèmes alimentaires, les changements climatiques et la qualité de l'alimentation, notamment le rendement et la production des aliments, les changements de composition nutritionnelle des végétaux cultivés et la biodisponibilité des nutriments, ainsi que l'accumulation de glucides dans les cultures. Dans le cadre d'un projet de recherche de l'AIEA, mené en 2020, une méthode à double traceur isotopique a été mise au point pour évaluer la digestibilité réelle des protéines. Les données produites sont versées dans la base de données de la FAO sur la digestibilité réelle des protéines et aident à déterminer la qualité des protéines contenues dans les variétés végétales riches en nutriments.

31. À la suite du plan d'action du FIDA pour la nutrition 2019-2025, tous les nouveaux programmes d'options stratégiques par pays soucieux des questions de nutrition et 33 projets sur 60 ont été approuvés. Le FIDA a renforcé ses effectifs dans le domaine de la nutrition et leurs capacités en matière d'agriculture tenant compte de la nutrition. Les projets d'infrastructure ont favorisé l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'évolution des comportements sociaux et la diversification de la production alimentaire. Cinq lignes directrices sur l'investissement dans les filières d'espèces négligées et sous-utilisées ont également été élaborées en collaboration avec l'Alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). En outre, le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres a permis de relever les principaux défis immédiats auxquels sont confrontés les petits agriculteurs en raison de la pandémie de covid-19, en s'attaquant notamment aux problèmes de malnutrition et d'accès à l'eau potable. Le FIDA a également renforcé ses partenariats avec les organismes des Nations Unies, le monde universitaire, le secteur de la recherche et le secteur privé. Des innovations en matière de mesures et de technologies nutritionnelles adaptées aux projets, destinées à la prise de décisions de gestion fondées sur des données factuelles, ont été développées en partenariat avec l'Université McGill. En collaboration avec l'Université et le Centre de recherche de Wageningen, un appui technique et des actions de renforcement des capacités ont été entrepris pour une meilleure intégration du climat et de la nutrition dans les activités du FIDA.

32. L'UNICEF a lancé sa Stratégie en matière de nutrition 2020-2030, qui met l'accent sur la prévention de la malnutrition sous toutes ses formes, chez tous les enfants, adolescents et femmes, au moyen d'une approche systémique, et sur le renforcement des politiques et des programmes de nutrition préventive, tels que les politiques tournées vers la famille, afin de créer des environnements sûrs et favorables. En outre, la promotion de l'allaitement maternel a été accélérée dans 46 pays, un guide de programmation pour l'amélioration de l'alimentation des jeunes enfants, axé sur une approche systémique, a été publié, le Plan d'action mondial sur l'émaciation chez les enfants a été déployé dans 23 pays, des outils de collecte de données destinés à évaluer l'impact de la covid-19 sur la nutrition et un recueil d'informations pour le suivi de la nutrition et des stratégies innovantes ont été créés et adoptés par des pays. En tant qu'organisme chef de file du Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations (GNC) et de l'Alliance technique du GNC, l'UNICEF a soutenu plus de 40 directives et déclarations conjointes sur les interventions à mener face à la covid-19. Malgré les perturbations causées par la pandémie, 118 pays ont reçu un appui pour adapter et poursuivre les programmes de nutrition maternelle et infantile. L'UNICEF a ainsi offert à près de 244 millions d'enfants et 35 millions d'adolescents des services visant à prévenir les retards de croissance, l'anémie

et d'autres formes de malnutrition, et à 5 millions d'enfants des traitements et des soins vitaux pour les cas d'émaciation grave.

33. En collaboration avec l'OMS et l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (UNIATF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a réalisé plus de 20 études sur des investissements en faveur de la lutte contre les maladies non transmissibles, qui concernent l'impact sanitaire et économique de ces maladies et le retour sur investissement d'interventions préventives et d'interventions cliniques rentables (comme la modélisation de l'impact de la réduction de la consommation de sel dans le cadre des interventions menées au titre de l'initiative SHAKE de l'OMS). Dans des études plus récentes, il a été tenu compte d'autres facteurs de risque alimentaires, des systèmes alimentaires, des politiques, des interventions et des recommandations liées à la nutrition. En outre, le PNUD, l'OMS et l'UNIATF ont aidé conjointement les États à renforcer les approches multisectorielles en matière de maladies non transmissibles. En 2020, avec l'appui de volontaires des Nations Unies, le PNUD a élaboré et mis à l'essai un modèle qui permet de prévoir les recettes fiscales provenant de l'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées. Le PNUD a lancé des obligations à impact social qui visent à aider les cultivateurs de tabac de la Zambie à se tourner vers des cultures économiquement viables et nutritives.

34. Les activités menées par le PNUE au titre de la Décennie de la nutrition portent sur l'élaboration de politiques, la sensibilisation, l'intégration des systèmes alimentaires et de la consommation alimentaire durable dans les stratégies climatiques, et la mise à l'essai de nouvelles approches. En novembre 2019, le PNUE a animé un atelier régional regroupant des décideurs et des parties prenantes d'Afrique, qui a permis de cerner les possibilités et les défis liés à la mise en œuvre d'une approche axée sur les systèmes alimentaires dans les politiques alimentaires de la région. Le PNUE et le réseau One Planet, dans le cadre de son programme pour des systèmes alimentaires durables, ont organisé une série de webinaires techniques sur les effets de la pandémie de covid-19 dans les villes et sur les systèmes alimentaires durables, les avantages que présente l'intégration de la consommation alimentaire durable dans les contributions déterminées au niveau national, les stratégies climatiques nationales et l'évolution des comportements alimentaires dans le contexte de la covid-19. En 2021, le PNUE et la FAO ont prêté un appui à la mise en place d'une approche intégrée des politiques alimentaires et agricoles en Ouganda et en Tanzanie, dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. En mai 2021, le PNUE a lancé un projet d'agriculture urbaine et périurbaine durable au service de régimes alimentaires sains et de la résilience climatique à Kampala (Ouganda), et a commencé à travailler sur un partenariat en faveur d'une alimentation durable en ville, qui porte sur le gaspillage alimentaire et les régimes alimentaires durables, à Rio de Janeiro (Brésil).

35. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) est présent actuellement dans plus de 90 pays pour promouvoir un changement porteur de transformation dans les villes et les autres agglomérations. Dans le cadre de la Décennie de la nutrition, ONU-Habitat a collaboré avec ONU-Nutrition pour contribuer à la mise en place de régimes alimentaires sains qui tiennent compte de la durabilité dans les zones urbaines et les zones rurales voisines, de manière à réduire les inégalités, la discrimination et la pauvreté. En 2020, ONU-Habitat a contribué au document de travail du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition consacré aux liens entre zones urbaines et zones rurales en matière de nutrition, plus précisément aux approches territoriales au service du développement durable, au rapport de 2020 de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) sur l'état de l'agriculture dans les villes africaines et au rapport de 2021 sur les villes et les pandémies, ainsi qu'à la série de séminaires en ligne sur les liens entre zones urbaines et zones rurales, qui traitent des mesures à prendre en cas de crise et après le relèvement. En outre, ONU-Habitat a rejoint le groupe de travail sur les systèmes alimentaires urbains, coprésidé par la FAO et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, et a participé à la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la gouvernance territoriale.

36. En 2020, le PAM est venu en aide à 17,3 millions de bénéficiaires dans 51 pays au moyen d'activités liées à la nutrition. Quelque 9,1 millions de femmes et d'enfants souffrant de malnutrition aiguë ont bénéficié de programmes de traitement. Le PAM a considérablement intensifié ses

programmes de prévention de la malnutrition en 2020: il est ainsi parvenu à toucher 8,4 millions de personnes dans le cadre d'interventions visant à prévenir la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. Parmi ces personnes figuraient 5,8 millions d'enfants vulnérables, nombre record qui représentait une augmentation de 12 pour cent par rapport à 2019, et près de 2,6 millions de femmes et de filles enceintes ou allaitantes. Des programmes tenant compte de la nutrition et axés sur les causes sous-jacentes de la malnutrition ont été mis en œuvre dans 69 pays. Afin d'atténuer les effets de la pandémie de covid-19, le PAM a accru les transferts en espèces au profit de personnes vulnérables, lesquels ont atteint au total 1,15 milliard d'USD, réparti entre 64 pays. Le PAM a également adapté les programmes de repas scolaires, notamment les rations nutritives à emporter pour sept millions d'écoliers, ce qui a fait augmenter les achats locaux de 17 pour cent par rapport à 2019. Le PAM a aidé 50 États à réaliser des interventions en matière de protection sociale pour faire face à la pandémie. Il a fourni une assistance technique sur l'enrichissement des aliments ou distribué des aliments de base enrichis à plus de 40 pays. Le PAM a également aidé 22 pays à prendre des décisions de sorte que les systèmes alimentaires permettent une alimentation plus saine et une meilleure nutrition grâce à l'analyse effectuée dans le cadre du projet «Comblent l'écart nutritif».

37. ONU-Nutrition a mis l'accent sur la stratégie d'intervention nutritionnelle face à la pandémie de covid-19 et a fourni des produits de la connaissance afin de favoriser la cohésion des politiques et d'améliorer la nutrition dans le cadre de l'action mondiale face à la covid-19. Pour ce faire, les organismes des Nations Unies membres d'ONU-Nutrition ont établi une liste complète et continuellement actualisée de ressources sur la nutrition, dans le cadre des interventions menées face à la covid-19. ONU-Nutrition, par le truchement de l'ancien Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN, a également prêté un appui aux États sur les aspects nutritionnels de l'action face à la covid-19. Le groupe a ainsi mené toute une série d'activités, notamment l'intégration de la nutrition dans les plans nationaux d'intervention face à la covid-19 et l'appui à la formulation de plans d'action nutritionnelle, la fourniture de conseils pour assurer la continuité des services nutritionnels essentiels et l'élaboration de modèles de protection sociale tenant compte de la nutrition, qui permettent de faire face aux chocs. En 2019, les coordonnateurs résidents des Nations unies étaient actifs dans 70 pour cent des pays membres du Mouvement SUN. En 2020, ONU-Nutrition a fourni une assistance technique à 61 pays membres du Mouvement SUN et a défini une approche multisectorielle de la nutrition dans les cadres communs des Nations Unies. La sensibilisation des chefs de secrétariat de plusieurs organismes des Nations Unies et la planification conjointe en matière de nutrition ont abouti à une programmation conjointe dans ce domaine. Tel était le cas dans 84 pour cent des pays membres du Mouvement SUN en 2020. La même année, ONU-Nutrition a contribué au processus d'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition et a renforcé les communications et les activités de promotion y relatives.

IV. EXAMEN À MI-PARCOURS

38. L'examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, organisé par le Secrétariat de cette dernière, a permis de passer en revue les progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie et de cerner les lacunes et les obstacles rencontrés entre 2016 et 2020. Il devait également permettre de définir les domaines d'action prioritaires pour la seconde moitié de la Décennie, soit de 2021 à 2025.

39. Le processus d'examen à mi-parcours a notamment reposé sur des consultations informelles menées en 2020: avec les points de contact des missions à Genève le 19 mars⁸⁰, avec les représentants permanents auprès de la FAO à Rome le 29 avril⁸¹, avec les missions permanentes auprès de l'ONU à

⁸⁰ www.who.int/news-room/events/detail/2020/03/19/default-calendar/member-states-informal-briefing-mid-term-review-of-the-un-decade-of-action-on-nutrition (en anglais).

⁸¹ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/final_provisional_agenda_fao_member_country_briefing_on_mtr_nutrition.pdf (en anglais).

New York le 23 juillet⁸², ainsi qu'avec le MSC (CSA), le MSP (CSA) et les organismes membres d'ONU-Nutrition. Le Secrétariat de la Décennie a élaboré un document prospectif sur l'examen à mi-parcours⁸³, qui a servi de document de base à ces dialogues informels.

40. Les efforts de sensibilisation déployés au cours de la première moitié de la Décennie au sujet du rôle important que jouent la nutrition, les régimes alimentaires sains et les systèmes alimentaires dans la santé des populations et de la planète portent leurs fruits. L'attention mondiale portée à la contribution cruciale qu'apportent des systèmes alimentaires durables et résilients en ce qu'ils favorisent une alimentation saine et une meilleure nutrition n'a jamais été aussi visible, notamment à l'approche du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en septembre 2021. La première moitié de la Décennie de la nutrition a également permis de mieux comprendre les interventions efficaces que les systèmes de santé doivent mettre en œuvre dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. En ce qui concerne l'action stratégique spécifique en matière d'environnement alimentaire, la mise en œuvre de politiques fiscales visant à promouvoir les régimes alimentaires sains, notamment de taxes sur les boissons sucrées, s'est accélérée au cours de la première moitié de la Décennie.

41. En 2021, le Secrétariat d'ONU-Nutrition a organisé une consultation en ligne lors du Forum mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition en vue de l'actualisation du programme de travail de la Décennie. Les parties prenantes ont eu l'occasion d'échanger leurs points de vue et leurs suggestions sur les actions prioritaires à entreprendre au cours des cinq prochaines années pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes⁸⁴. Au total, 185 personnes de 64 pays ont participé à la consultation. Les réflexions menées à cette occasion seront prises en compte lors de la révision du programme de travail de la Décennie à l'horizon 2025.

V. LA VOIE À SUIVRE

42. Les rapports de 2020 et de 2021 sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* ont révélé que les pays n'étaient pas en bonne voie pour respecter leurs engagements s'agissant d'éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes sur l'ensemble de la planète d'ici à 2030. La survenue de la pandémie de covid-19 en 2020 et les conséquences qui en découlent ont considérablement compliqué la réalisation de ces objectifs. Il faut redoubler d'efforts pour faire en sorte que nos systèmes alimentaires fournissent des aliments sains de manière durable, que les actions liées à la nutrition soient intégrées dans les systèmes de santé nationaux et les plans de couverture sanitaire universelle, que les investissements responsables dans l'agriculture et l'alimentation soient accrus et que la cohérence entre les politiques commerciales et les actions en matière de nutrition soit encouragée.

43. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (septembre 2021) et le Sommet Nutrition pour la croissance – Tokyo 2021 (décembre 2021) représentent des occasions uniques d'obtenir des engagements et d'établir des plans concrets et audacieux en vue d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes au cours de la seconde moitié de la Décennie, soit d'ici à 2025, et d'atteindre les ODD d'ici à 2030.

⁸² www.un.org/nutrition/un-decade-action-on-nutrition-halfway-through (en anglais).

⁸³ www.un.org/nutrition/sites/www.un.org.nutrition/files/general/pdf/nutrition_decade_mtr_background_paper_en.pdf (en anglais).

⁸⁴ <http://www.fao.org/fsnforum/fr/activities/consultations/decade-nutrition-priority-actions>.